

L'ADIEU AU PLEIN EMPLOI

par Jean-Pierre Durand*

Voici venu le temps des promesses, en particulier à propos de la lutte contre le chômage. Peut-on sérieusement annoncer le retour au plein emploi comme le font nombre de leaders politiques ? Une reprise économique, même mondiale, peut-elle induire durablement la création de plusieurs millions d'emplois en France ?

Comment croire qu'une telle reprise ouvrirait plus de vingt millions d'emplois dans les seuls pays industrialisés¹ ?

L'analyse raisonnable de la situation conduit à conclure qu'un basculement a eu lieu à la fin des Trente Glorieuses qui empêche les anciennes régulations macro-économiques de se perpétuer. Alors nous avons à inventer de nouveaux comportements sociaux pour continuer à vivre ensemble.

L'histoire du 20^è siècle, et plus encore de l'après-guerre, a été celle du cercle vertueux fordien installé sur le couple production de masse - consommation de masse. Mieux encore on pourrait parler de spirale ascendante pour imaginer l'accumulation capitaliste soutenue par l'Etat-Providence, le syndicalisme revendicatif et le crédit à la consommation qui encourageaient chacun à leur manière le cercle vertueux production - consommation. Deux technologies fondamentales sous-tendaient l'appareil économique : l'automobile et l'électricité. La première a structuré l'espace (importance du pavillonnaire puis de la résidence secondaire) tandis que la seconde tenait deux rôles : d'abord facteur de gains de productivité, elle a aussi donné lieu à une multiplicité de produits de consommation de masse. Voilà pourquoi le fordisme peut être compris comme un paradigme *socio-technique* dans lequel la régulation production-consumption de masse repose sur certaines techniques de base recourant à une organisation particulière du travail.

* Professeur de sociologie à l'Université d'Evry. Co-Directeur avec F.X. Merrien de *Sortie de Siècle. La France en mutation*, Ed. Vigot.

¹ On ne traitera pas ici des ex-pays socialistes ou du tiers monde pour lesquels seul un vaste "plan Marshall" inscrit dans la durée pourrait poser les prémisses de solutions.

Selon certains économistes régulationnistes, on doit la fin des Trente Glorieuses à trois types de facteurs : *l'épuisement des gains de productivité* dans l'industrie (crise du travail simple des OS et limites des techniques traditionnelles d'automatisation), *l'épuisement de la norme de consommation* (le taux élevé d'équipement des ménages en produits de consommation de masse signifie qu'il n'y a plus qu'un marché de remplacement) et *le développement du travail improductif* dans le privé (travail de bureau) et dans le public (santé, éducation, ...)

Pour sortir de la crise telle qu'elle est ainsi analysée (en laissant ici de côté la financiarisation de l'économie qui aggrave encore la spirale dépressive) un nouveau paradigme socio-technique doit émerger. Une première esquisse est apparue au cours de la décennie 70 autour des groupes semi-autonomes et de l'enrichissement des tâches pour faire face à la crise du travail simple ; on parlait déjà de *post-fordisme* sans que les remèdes n'endiguent la crise. Les années 80 ont été celles de l'importation en Occident des techniques organisationnelles de Toyota qui en firent le deuxième constructeur automobile mondial. Après les cercles de qualité, le juste-à-temps, la "total productivity maintenance", le "kaizen", l'ingénierie simultanée ont fait les choux gras des consultants en organisation qui, bien souvent, ne faisaient qu'appliquer une cautère sur une jambe de bois.

En même temps, dans d'autres cas, lorsque les directions d'entreprise s'investissent dans le changement socio-organisationnel et font leur les philosophies qui sous-tendent les principes toyotiens, les gains de productivité sont de retour. Cette transformation socio-organisationnelle constitue le premier volet du paradigme socio-technique susceptible de mettre fin à la crise de l'accumulation ; le second volet réside bien sûr dans les technologies de l'information.

Une vraie-fausse sortie de crise

Nul ne contestera l'efficacité de l'automatisation-robotisation actuelle qui, associée à la rationalisation toyotienne, a permis de hausser les gains de productivité à près de 4 % par an durant la décennie 80 contre 2,5 - 3 % auparavant : les voies du renouvellement des gains de productivité sont aujourd'hui ouvertes.

Mais qu'en est-il du côté de la norme de consommation ? Les technologies de l'information sont-elles en mesure de créer de nouveaux produits et de nouveaux besoins qui relancent la spirale vertueuse de la consommation-production de masse ?

L'histoire de la "filière électronique" française initiée par J.P. Chevènement, Ministre de l'Industrie, nous rappelle qu'au mieux les produits électroniques grand public peuvent favoriser l'accumulation dans les pays déjà spécialisés au niveau international (le Japon et le Sud-est asiatique). Pour nombre de raisons bien connues des économistes, les pays qui ont perdu pied dans un secteur technologique sont en général incapables de remonter le courant. De plus, la faiblesse de la valeur ajoutée dans ces produits empêche de fonder sur ceux-ci une quelconque relance de l'accumulation à l'échelle de l'ensemble du marché industrialisé.

Au-delà des appareils eux-mêmes, il fut question d'investir dans les *industries de programmes* (logiciels, culture, jeux...) dont J. Lang diffusa hier le concept. D'une part leur mode de production s'oppose à une productivité élevée favorable à l'accumulation (sauf exceptions limitées dans le génie logiciel ou dans les séries télévisées), d'autre part la diffusion de masse trouve ses propres barrières dans les capacités de réception des consommateurs : *à la production industrielle du signe s'oppose la réception artisanale du sens*. Les limites au développement des industries de programmes se manifestent par les crises de la majorité des médias : fin de la Cinq, difficultés de la presse écrite et de l'édition, stagnation du câble, marasme dans la publicité et cession des *majors* américaines.

Les technologies de l'information n'ont pas tenu leurs promesses dans l'espace de consommation. Qu'en est-il face au développement du travail improductif ? Si la bureautique, l'informatique de gestion et les XAO ont nettement accru la productivité du travail, les gains réalisés ont tout aussi vite été absorbés par une demande grandissante de traitement de l'information : la précision, la qualité, le raccourcissement des délais, la complexité en général constituent en eux-mêmes autant d'informations à créer, à traiter, à archiver et à diffuser.

Dans les appareils de l'Etat (santé, éducation...), les illusions sont bien vite retombées : ni les machines à apprendre (EAO et aujourd'hui multimédias), ni les machines à soigner (auto-diagnostics, systèmes experts) n'ont sérieusement menacé les enseignants ou les médecins !

En résumé, les technologies de l'information ne se comportent pas comme les précédentes (vapeur, électricité, moteur à explosion) qui, après avoir massivement détruit des emplois donnaient lieu à de nouveaux produits qui créaient un nombre toujours plus grands d'emplois. Nul ne peut savoir combien durera cette absence de

nouveaux produits (les bio-techniques et les matériaux composites se substituent aux anciennes solutions sans ouvrir de nouvelles perspectives) et l'on ne peut se réfugier dans la position attentiste des tenants des cycles de Kondratieff qui projettent une reprise vers 2020. Pourquoi la nature même des technologies de l'information qui traitent des savoirs et de la connaissance ne fonderait-elle pas la première exception aux thèses de Kondratieff ou de Schumpeter ?

Changer le rapport au travail

N'est-il pas grand temps de considérer que la mort du paradigme socio-technique fordien conduit non pas à la recherche de son remplacement (attentisme d'une technologie miraculeuse), mais à la création d'une nouvelle régulation : la contradiction entre (croissance des gains de productivité et non-renouvellement de la norme de consommation (absence de technologie remplaçant l'automobile et l'électricité) ne peut conduire qu'à la conscience claire de l'ineptie que constitue l'idée d'un retour au plein emploi à temps complet.

Autrement dit, la responsabilité politique ne passe plus par des incantations face à l'hypothétique reprise américaine qui pourrait n'être que de faible amplitude et de courte durée. La responsabilité politique se reconnaît aux aptitudes à organiser sur le moyen terme la réduction du temps de travail, y compris par le partage des revenus selon leurs niveaux. L'idée du *deuxième chèque* lancée voici quelques années² vaut certainement mieux que celle de *l'allocation universelle* versée à tout adulte. En effet, cette dernière risque fort de développer le "parasitage social" et de désintégrer encore plus le lien social. Le deuxième chèque permet, par exemple à un salarié travaillant volontairement à mi-temps (et recevant 50% de son salaire de son employeur), de bénéficier d'un complément de 25% ou 45% issus d'une caisse nationale alimentée par la totalité des économies faites par l'absence de chômage endémique. L'objectif du deuxième chèque est d'inciter les salariés à travailler à temps partiel moyennant une compensation dont le taux serait inversement proportionnel au niveau du salaire de base: les ouvriers et les employés pourraient bénéficier d'une compensation quasi-totale à la différence des cadres supérieurs qui ne recevraient que 25% ou 30% par exemple. Cette solution perpétuerait, faute de mieux dans l'immédiat, la place du *travail* comme structurant du

² Cf. Guy Aznar, *Le travail c'est fini*, Belfond, 1990.

social et de chaque personnalité afin de préserver les équilibres intégrateurs de notre société³.

Cette solution du deuxième chèque — mais il y en a d'autres toutes aussi satisfaisantes — a le double avantage de tenir compte des rapports marchands qui nous entourent et de posséder une importante charge dynamisante pour transformer le social. Pour cette raison, une telle réforme ne peut se dérouler qu'au niveau d'un continent. Il est donc grand temps que l'Europe accepte le principe d'une *croissance lente* (de l'ordre de 1 % par an) qui, accompagnée des nouvelles régulations proposées, fera moins de ravage social que l'anarchie économique et financière présente.

En même temps, la croissance lente et le partage du travail au niveau européen contraignent le libre-échange à rompre avec les thèses ultra-libérales qui prévalent encore à Bruxelles. Car si le libre-échange est le meilleur aiguillon de l'innovation technique, économique et organisationnelle, l'ultra-libéralisme conduit à la destruction massive des biens, des services et des sociétés en général. Tout en rejetant cette loi de la jungle, on ne prône pas le retour à un protectionnisme frileux. Le juste équilibre existe et Bruxelles doit imposer à ses principaux partenaires mondiaux les conditions du partage du travail sur notre continent dont a besoin une croissance lente.

Ce qui frappe chaque jour un peu plus le citoyen électeur c'est l'enfermement des hommes politiques dans les plus grandes bévues devenues consensuelles. Si l'ancien modèle du cycle production-consommation est mort, pourquoi vouloir le ressusciter ? A l'ère de la raison dominatrice comment accepter encore la magie du verbe ?

³ Il resterait à débattre de la nature des activités durant le temps libre ainsi augmenté, qui ne devrait pas relever des seules préoccupations marchandes. Mais ceci appartient à une autre problématique.